

# Prédication Romains 13 et les multinationales responsables

Auteur : Pierre Farron, pasteur

Lecture : Romains 13, 1-7

Ce passage nous gêne profondément à cause de l'usage qui en a été fait au cours de l'histoire : il a servi, pendant des siècles à justifier des pouvoirs totalitaires.

Il faut néanmoins se méfier de ces lectures qui utilisent le texte sans lui accorder d'attention. On a fortement déformé et amplifié le propos de Paul en l'intégrant, comme le relève Ernst Käsemann dans son commentaire, à « une métaphysique de l'Etat », ce qui est vraiment excessif.

Une des erreurs les plus fréquentes, c'est de sortir ce passage de son contexte. Au moment où Paul rédige son épître, nombreux sont les chrétiens à Rome et ailleurs qui ont tendance à s'installer dans une spiritualité détachée du monde. Paul cherche à les ramener à la réalité. Comme dit l'évangile de Jean, si nous ne sommes pas de ce monde, nous vivons dans ce monde et les structures politiques en font partie.

Dans ce texte qui est unique dans ses épîtres, Paul s'adresse à une communauté locale. Les autorités dont il parle sont les autorités locales qui rendent la justice ou administrent les impôts.

Selon les spécialistes, Paul a écrit son épître à un moment où l'empereur Néron était encore sous l'influence bénéfique du philosophe Sénèque et n'avait pas encore sombré dans la folie.

L'argumentation de Paul fait penser au « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » de Jésus dans les évangiles (Mt 22, 21 et //). Il est bien évident pour Jésus qu'en fait tout est ... à Dieu ! Mais Dieu a choisi de donner un rôle à des autorités humaines.

Toutefois, la seule autorité absolue, c'est Dieu ! L'autorité politique ne l'est jamais, ce que souligne le verset 4 : “ l'autorité est **au service de Dieu** pour te pousser au bien ”. Autrement dit, elle n'est légitime que si elle remplit ce rôle !

Pour l'apôtre Paul, cela crée des obligations aux autorités et leur fixe des limites. Ceci dit, notre texte n'aborde pas la question de ce qu'il faut faire lorsqu'on vit dans une dictature qui ne respecte pas le bien. Dans ce cas, il est évident qu'il faut lui résister, de manière non-violente, comme Paul lui-même l'a fait : il a connu la prison à plusieurs reprises. Il finira même par être condamné à mort !

En fait, l'aspect le plus interpellant de ce texte passe généralement totalement inaperçu. " Toute personne doit se soumettre aux autorités qui gouvernent l'État. » Toute personne sans exception et pas seulement les chrétiens ! Sinon, on laisse le champ libre à la violence et à l'anarchie.

Aujourd'hui, ce ne sont plus des chrétiens illuminés qui cherchent à ne pas payer leurs impôts et à échapper aux lois. Ce sont d'autres, notamment certaines multinationales, qui utilisent leur formidable puissance pour agir comme elles veulent, y compris parfois, en saccageant l'environnement et en maltraitant des populations entières.

Et quand des rapports accablants dénoncent leurs abus, elles exigent de pouvoir s'auto-réguler, autrement dit ... obéir à leurs propres règles.

C'est pourquoi 114 organisations dont les Eglises et des ONG telles que Pain pour le Prochain, l'Entraide Protestante et l'Action de Carême, soutiennent l'initiative pour des multinationales responsables.

Dans un documentaire remarquable - *Les Multinationales, l'enquête* – on voit deux situations où des multinationales basées Suisse causent de graves atteintes à l'environnement et à la santé de la population

Dans ce documentaire, Dick Marty, ancien conseiller aux états PLR et coprésident du comité d'initiative précise ceci : de nombreuses multinationales se comportent bien mais il y en a qui se comportent mal. Nous avons besoin d'une loi pour les réguler. C'est comme pour les personnes qui commettent des cambriolages ou des meurtres. Elles sont heureusement très peu nombreuses mais nous avons besoin d'une loi pour les sanctionner.

Aujourd'hui, l'environnement se dégrade et l'humanité menacée. Pour respecter la Création et l'humanité, il est nécessaire que personne ne puisse être « hors la loi », pas même les multinationales.

Amen